

Appel de la LDH pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes

vendredi 2 mars 2012

8 mars 2012 : « Egalité, parité, effectivité ! »

Appel de la LDH pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes

La cause des femmes, la conquête de l'égalité des droits face à une société patriarcale tissée d'injustices se heurtent aujourd'hui avec violence aux retombées d'une mondialisation sourde aux peuples, d'une crise économique saoulée de profits, d'une austérité présentée comme solution alors qu'elle est au cœur du problème.

Toutes et tous, nous souffrons des délocalisations, des pertes d'emplois, du chômage et de la précarité. Toutes et tous, nous serrons les poings devant les fermetures de classes, de maternités et de centres d'interruption volontaire de grossesse (CIVG), devant le manque de logements sociaux. Toutes et tous, nous refusons la politique anti-immigration qui stigmatise et précarise à l'extrême les femmes étrangères. Toutes ces politiques rendent la vie des femmes toujours plus difficile : parce qu'elles vont devoir pallier les carences de services publics ; parce qu'elles vont devoir se débrouiller pour trouver un centre d'IVG ; parce qu'elles vont devoir compter et recompter un salaire insuffisant pour faire face à leur quotidien.

Le gouvernement, qui avait tant promis aux femmes, n'a rien tenu. Ou si peu ! La seule disposition favorable récente, la loi de juillet 2010 contre les violences faites aux femmes, n'est que très partiellement appliquée, faute de moyens financiers effectifs, de mesures d'information des victimes et de formation des professionnel(le)s.

Parce que la crise est là, avec ses conséquences sociales, des idées dangereuses pour les libertés et pour l'égalité circulent dans tout le corps social. La banalisation des thèmes d'extrême droite réhabilite le discours familialiste : on nous refait le coup de la femme au foyer, et dans la foulée, on organise la remise en cause d'un droit chèrement acquis, celui de l'IVG. Pendant ce temps, d'autres, encore plus « libéraux », prônent la pratique des mères porteuses et la professionnalisation de la prostitution, qui, dans les pays qui l'ont expérimentée, ouvre un boulevard à la traite et au proxénétisme.

Dans une telle société, les rapports sociaux entre hommes et femmes restent inégaux. Le sexisme continue à se donner les formes les plus variées pour perpétuer sa domination et le patriarcat se porte bien. Ce n'est pas de cette société dont nous voulons.

En France, les droits des femmes sont inscrits dans les lois, mais elles ne sont pas appliquées ! Nous voulons l'effectivité de l'égalité et de la parité que nous promet la loi. Travail, salaires, carrière, justice, représentation électorale, partage de l'éducation des enfants et des tâches ménagères : il y a tant à faire et à conquérir ! Cette égalité, toujours promise jamais totalement réalisée, toutes et tous, nous en avons plus que jamais besoin face aux discriminations et face aux risques de régression sociale, d'asphyxie démocratique.

Il nous revient, à toutes et à tous, d'interpeller les candidat(e)s aux élections présidentielle et législatives sur leurs engagements. Quelle est leur volonté politique en matière d'égalité ? Quelle est leur intention, pour commencer, de rétablir un ministère de plein droit chargé des droits des femmes et qui soutiendrait les associations qui agissent en leur faveur.

C'est pourquoi nous manifesterons le 8 mars, pour les droits des femmes, pour l'égalité, la parité, et parce que c'est dans l'action que nous en assurerons l'effectivité.

Appel publié sur le site de la Ligue des Droits de l'Homme :
www.ldh-france.org/8-mars-2012-Egalite-parite

Copyright © Site de l'Association Adéquations - <http://www.adequations.org/spip.php?article1794>